

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DU SÉNAT : FRANCE ET OUTRE-MER 16 NF ; ÉTRANGER 24 NF

(Compte chèque postal 9063 13 Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26 RUE DESAIX PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0.20 NF

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1960-1961

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 11^e SÉANCE

1^{re} Séance du Mardi 8 Novembre 1960.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal (p. 1449).
2. — Excuses (p. 1449).
3. — Questions orales (p. 1449)
 - Motion d'ordre : MM. le président, Antoine Courrière.
 - Liquidation des pensions de retraite des fonctionnaires français du Maroc :*
 - Question de M. Louis Gros. — MM. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Louis Gros.
 - Cours du bétail à la production :*
 - Question de M. Charles Durand. — MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Charles Durand.
 - Suspension et reprise de la séance.
 - Répercussions de la création du nouveau franc :*
 - Question de M. Charles Naveau. — MM. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur ; Charles Naveau.
 - Mesures fiscales en faveur de certains agriculteurs sinistrés :*
 - Question de M. Abel Sempé. — MM. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur, Abel Sempé.
 - Propagande à la télévision en faveur des boissons nationales :*
 - Question de M. Jean Périquier. — MM. Louis Terrenoire, ministre de l'information ; Jean Périquier.
4. — Dépôt d'un rapport (p. 1454).
5. — Dépôt d'un avis (p. 1454).
6. — Règlement de l'ordre du jour (p. 1454).

PRESIDENCE DE M. GEOFFROY DE MONTALEMBERT, vice-président.

La séance est ouverte à dix heures.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le procès-verbal de la séance du jeudi 3 novembre a été distribué.
Il n'y a pas d'observation ?...
Le procès-verbal est adopté.

— 2 —

EXCUSES

M. le président. MM. Al Sid Cheikh et Georges Repiquet s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

— 3 —

QUESTIONS ORALES

M. le président. L'ordre du jour appelle les réponses des ministres aux questions orales sans débat.

J'informe le Sénat que le Gouvernement demande, d'une part, que soit appelée en tête la réponse à la question orale n° 195 de M. Louis Gros, inscrite à l'ordre du jour sous le n° IV, et, d'autre part, que soient appelées en fin d'ordre du jour les réponses de M. le ministre des finances et des affaires économiques aux questions orales n° 218 de M. Charles Naveau,

inscrite sous le n° I, n° 227 de M. Abel Sempé, inscrite sous le n° II, et n° 228 de M. Antoine Courrière, inscrite sous le n° III.

Il n'y a pas d'opposition ?...

M. Antoine Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Antoine Courrière.

M. Antoine Courrière. Dans ces conditions, je vous demande, monsieur le président, de retirer ma question de l'ordre du jour.

Nous sommes convoqués pour une heure précise avec un ordre du jour établi à l'avance. Nous avons, nous aussi, nos occupations et nous avons pris nos dispositions en fonction de ce qui nous avait été dit. On change tout en séance, je le regrette, mais je ne pourrai pas assister à la suite de la séance, étant appelé par d'autres engagements.

M. le président. Acte est donné de votre déclaration.

Il n'y a pas d'autre opposition ?...

Les réponses aux questions orales seront donc appelées dans l'ordre demandé par le Gouvernement.

LIQUIDATION DES PENSIONS DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES FRANÇAIS DU MAROC

M. le président. M. Louis Gros demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles sont les raisons qui expliquent et justifient que la quasi-totalité des arrêtés d'assimilation prévus par la loi du 4 août 1956 et les décrets d'application pour la liquidation des pensions de retraite des fonctionnaires français du Maroc n'aient pas encore été pris, et ceci au plus grand préjudice des intéressés réduits, après quatre ans, à ne recevoir que des acomptes insuffisants. (N° 195.)

La parole est à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre.

M. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre. Monsieur le président, mesdames, messieurs, la loi du 4 août 1956 et le décret du 22 février 1958 pris en vue de garantir les retraites des fonctionnaires français des anciens cadres chérifiens ont déjà donné lieu à un certain nombre d'arrêtés d'assimilation. Dix de ces textes ont été pris et publiés au *Journal officiel* pendant l'année 1959 et les neuf premiers mois de 1960.

Pour préparer de tels textes, il a fallu établir une très importante documentation sur les emplois, sur les grades, sur les échelons de ces nombreux cadres chérifiens auxquels ont appartenu les agents titulaires de ces administrations avant l'accession du Maroc à l'indépendance. L'essentiel de cette tâche a été accompli par l'ambassade de France à Rabat, en liaison avec les autorités chérifiennes.

Dans un deuxième temps, la documentation a été définitivement mise au point au ministère des affaires étrangères à Paris.

Au nombre des arrêtés qui doivent être pris, deux seront prêts à la publication dans un temps très bref. Il s'agit de ceux qui concernent respectivement les cadres du ministère de l'agriculture et du ministère des travaux publics. Pour neuf autres, les ministères de rattachement sont en possession des éléments nécessaires à l'établissement des projets d'arrêtés.

L'intégration des anciens fonctionnaires français de ces cadres a été poussée activement au point que plus de 20.000 de ces agents ont été reclassés dans l'administration métropolitaine et qu'il n'en reste que 3.500 environ à intégrer. Le sort des fonctionnaires en activité étant connu dans la proportion de plus de 80 p. 100, les incertitudes de reclassement qui pouvaient faire obstacle à l'assimilation des retraités ont diminué dans la même proportion.

Sur les vingt ou vingt et un arrêtés qui doivent être pris, dix ont donc été publiés et la plupart des autres paraîtront avant la fin de l'année en cours et, au plus tard, dans le premier trimestre 1961.

En attendant, les retraités intéressés reçoivent semestriellement des acomptes dont le taux, depuis le 1^{er} janvier 1960, s'élève à 40 p. 100 de la pension principale. Ces acomptes s'ajoutent aux arrérages bloqués au 9 août 1956 que le gouvernement chérifien continue à leur payer.

M. le président. La parole est à M. Louis Gros.

M. Louis Gros. Monsieur le ministre, j'ai écouté très attentivement votre réponse. Sans vouloir me montrer désagréable ni trop sévère, je trouve dans cette réponse un mot de trop, l'adverbe « activement », qui donne une idée de hâte, de rapidité. Lorsque, quatre ans après le vote d'une loi par le Parlement, les décrets d'application de cette loi ne sont pas encore pris pour plus de la moitié des intéressés, il me paraît inopportun d'employer le mot « activement ». Disons plutôt que le travail à réaliser était important, que beaucoup de formalités devaient être remplies, que beaucoup de services et de départements ministériels devaient être consultés.

Permettez-moi cependant de vous dire que, parmi ses charges importantes et générales, un Gouvernement doit avoir aussi le souci des cas particuliers, le souci des fonctionnaires à la retraite, qui attendent.

Vous reconnaissez, monsieur le ministre, que pour plus de la moitié des intéressés les décrets n'ont pas paru et que, par conséquent, il importe, pour des fonctionnaires à la retraite, c'est-à-dire pour des gens pressés par les nécessités de l'existence, je dirai presque pressés par leur âge, de voir leur situation réglée. L'un d'eux, âgé de 80 ans, me disait : « Attend-on que je sois mort pour régler mon cas et me verser les arrérages auxquels j'ai droit ? » Cet homme est certainement pressé et l'adverbe « activement » doit lui paraître quelque peu ironique de la part du Gouvernement quant au règlement de sa situation.

Trois mille cinq cents dossiers, dites-vous, restent à régler, 3.500 familles de Français attendent pour vivre de voir liquider une pension de retraite après quatre années.

Je ne suis pas satisfait de votre réponse, monsieur le ministre, mais je suis obligé de m'en contenter. Je suis encore moins satisfait d'une simple promesse. Vous me dites qu'avant la fin de l'année et sous réserve que ce ne soit pas l'année prochaine le sort de ces fonctionnaires qui attendent leur retraite sera réglé. Pour l'instant — vous venez de le reconnaître avec une loyauté à laquelle je rends hommage — ils ne reçoivent que 40 p. 100 de la péréquation à laquelle ils ont droit puisque leur retraite chérifienne est gelée au taux de 1956. Savez-vous ce que cela représente pour une petite pension ? Cela représente le passage de la pauvreté à la misère et des difficultés effroyables d'existence.

Je vous demande donc, après avoir enregistré votre promesse, d'être au nom de ces Français et de ces fonctionnaires non interprète auprès du Gouvernement pour qu'une certaine hâte, une certaine activité soient apportées au règlement de leur situation.

Mon reproche est injuste à votre égard, je le sais. Il n'est pas mérité par le département des affaires étrangères vers lequel je l'ai dirigé. Mais il fallait bien que je m'adresse à lui. En réalité, ce sont les autres départements ministériels qui ne vous présentent pas les projets d'arrêtés de reclassement à l'intérieur de leur propre département. Cela est affaire de gouvernement et ne me regarde pas. Je vous prie donc d'insister auprès du Gouvernement pour que les arrêtés interviennent dans les délais les plus brefs.

COURS DU BÉTAIL A LA PRODUCTION

M. le président. M. Charles Durand rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les cours du bétail à la production s'effondrent actuellement, en raison de la mévente de la viande ;

Attire son attention sur le fait que depuis plusieurs années les gouvernements successifs ont incité les agriculteurs à se tourner vers les productions animales, leur garantissant une rentabilité certaine ; nos partenaires du Marché commun devaient d'ailleurs absorber largement les excédents éventuels.

Aujourd'hui, la désillusion est grande ; tous les cultivateurs voient, une fois de plus, le résultat de leurs efforts réduit à néant, ce qui met à nouveau leur trésorerie en difficulté.

Il lui demande s'il compte prendre rapidement des mesures énergiques pour redresser cette situation. (N° 204.)

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. Monsieur le président, mesdames, messieurs, le marché de la viande est l'une des préoccupations essentielles du Gouvernement et une série de mesures ont été envisagées pour assurer l'écoulement dans les prochains mois d'une production qui est en effet importante, ce qui a pour conséquence aussi le maintien des prix dans le cadre des niveaux des prix indicatifs de campagne.

Tout d'abord, une action permanente de soutien est exercée par l'octroi d'une aide aux exportations de conserves de viande, de saindoux, pannes et lards afin de favoriser l'écoulement des gras ou des quartiers avant. C'est ainsi qu'au cours des neuf premiers mois de l'année, 5.000 tonnes de conserves, 10.000 tonnes de pannes et lard et environ 30.000 tonnes de saindoux, pour lesquels une aide totale de 13.250.000 nouveaux francs a été accordée, ont pu faire l'objet d'exportations.

Ces mesures ont eu un effet réel sur les cours de la viande, puisqu'un redressement très net a été constaté sur le marché des halles de Paris. On peut considérer que, depuis le mois de juillet, le prix indicatif de campagne est atteint. La cotation de la qualité « belle coupe », qui sert de base aux interventions, s'est en effet établie durant cette période au voisinage du niveau fixé de 377 francs et l'a même dépassé à plusieurs reprises. La société interprofessionnelle du bétail et des viandes a pu dans ces conditions liquider un stock important, dont huit mille tonnes ont été exportées avec l'aide du fonds. Le solde est actuellement de l'ordre de trois mille tonnes.

En ce qui concerne la viande de bœuf ce même organisme, qui avait déjà du 19 octobre 1959 au 9 janvier 1960 acheté et stocké presque treize mille tonnes de viandes, est intervenu de nouveau dès le 20 juin 1960 par des achats de quartiers de devant. D'autre part, des achats de carcasses sont effectués depuis le 18 juillet. Tous les centres d'achat qui ont fonctionné l'année dernière et qui sont répartis sur l'ensemble du territoire dans les différentes régions de production ont été remis en service.

Malgré le développement de la libération des échanges, justifié par le redressement de la situation financière, un certain nombre de dispositions se sont révélées nécessaires en ce qui concerne les marchés agricoles, qui ont conduit à suspendre les importations. Je noterai premièrement le retrait de la viande bovine de la liste de libération, qui est intervenu le 7 août dernier ; deuxièmement, après accomplissement des formalités que nous imposait le traité de Rome à l'égard de nos partenaires du Marché commun, le régime du prix minimum, analogue à celui qui existe pour la viande de porc, qui a été institué le 26 août.

Toutefois, l'assainissement du marché ne peut être obtenu que par le développement des exportations et le Sénat connaît sur ce point le sentiment du ministre de l'agriculture. Mais des entraves d'ordre sanitaire limitent ou interdisent nos ventes sur de nombreux marchés : l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suisse et la Belgique notamment.

C'est pour résoudre ces difficultés et répondre aux exigences normales des pays acheteurs que l'abattage systématique des animaux aptes a été décidé dans dix-huit départements de l'Est de la France et que la circulation des animaux est maintenant l'objet d'un contrôle très strict. Cela ne doit pas nous conduire à abandonner cette politique d'assainissement du cheptel à laquelle d'importants moyens financiers sont maintenant consacrés. Il convient à ce propos toutefois de rappeler les règles d'harmonisation des législations prévues par le traité de Rome et suivant lesquelles un pays membre ne peut opposer à ses partenaires des règles plus rigoureuses, que celles qu'il demande des pays tiers, ni des règles plus sévères que celles qu'il pratique chez lui.

Quoi qu'il en soit les exportations de bovins vivants et de viandes s'élèvent, pour les neuf premiers mois de l'année, à environ cinquante mille tonnes — poids des carcasses — dont vingt-quatre mille tonnes ont été expédiées vers la Sarre et vingt mille vers l'Italie.

C'est à un effort accru en vue d'exportations systématiques que nous devons maintenant penser car, ainsi que je l'ai exprimé tout à l'heure, le seul recours à une société d'intervention, si bien étoffée soit-elle, n'est pas suffisant pour assurer le maintien des cours et l'écoulement des excédents. Je précise également que le Gouvernement est décidé à intensifier les mesures sanitaires dont je viens de parler et dont j'aurai l'occasion d'entretenir de nouveau le Sénat lors de l'examen du budget.

M. Charles Durand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Durand.

M. Charles Durand. Je vous remercie, monsieur le ministre, des précisions que vous venez de nous donner. Je regrette vivement que cette question orale, posée le 12 juillet, soit encore d'actualité, ou plutôt que la situation des producteurs de viande se soit aggravée depuis cette date.

La campagne menée par vos services en faveur des productions animales a porté ses fruits et des produits arrivent sur le marché. Mais les paysans qui, eux, ont « suivi le bœuf » depuis trois ans assistent à une fin de voyage bien attristante. Ils s'aperçoivent que si les exhortations à produire étaient pressantes, on a été moins diligent pour trouver des débouchés et améliorer les circuits de distribution. Les mesures prises sont tout au plus des tracasseries supplémentaires ; ainsi la réglementation draconienne qui interdit de changer un animal de commune sans qu'il soit accompagné d'un certificat !

Où sont les débouchés qu'on nous avait promis ? Pour l'instant, seule la Société interprofessionnelle du bétail et des viandes essaie d'absorber — provisoirement — les excédents. Elle ne sait plus où stocker et en est réduite à utiliser les bateaux ! Mais stocker n'est pas vendre et la marchandise sera toujours là pesant sur le marché. N'existe-t-il pas d'autres débouchés ?

L'Allemagne, par exemple, qui devait, si elle avait observé les clauses du Marché commun nous acheter des quantités importantes de viande, ne se dérobe-t-elle pas ?

Mesures sanitaires, paraît-il. On reproche aux troupeaux français d'être atteints de toutes sortes de maladies ; puis on critique la propreté de nos abattoirs, comme si notre viande n'était pas renommée comme la meilleure du monde. Les Américains et les Anglais eux-mêmes le reconnaissent puisqu'ils viennent nous acheter des reproducteurs.

La vérité est que l'Allemagne s'occupe beaucoup plus de ses intérêts particuliers que du fonctionnement loyal et normal du Marché commun. Or, il n'est ni normal, ni loyal qu'elle achète de la viande dans des pays tiers pour, au besoin, nous la revendre

ensuite. Pour construire l'Europe chacun doit y mettre du sien. C'est ce que nous faisons, il me semble, et nous sommes persuadés que le respect des clauses du Marché commun, pour ce qui concerne l'agriculture, est la condition *sine qua non* de la réussite dans les autres secteurs de ce Marché commun.

Aussi nous comptons bien, monsieur le ministre, que de ce côté-là les choses iront en s'améliorant grâce à l'action que vous saurez mener.

En tout cas, la situation des éleveurs ne saurait s'aggraver plus longtemps sans que, découragés, ils abandonnent de nouveau une production qui leur avait été presque imposée et qui ne fait que les décevoir une fois de plus.

Je connais, monsieur le ministre, l'action que vous menez pour améliorer la situation. Il faut que le Gouvernement tout entier se rende compte de sa gravité et vous épaula. (*Applaudissements.*)

M. le président. L'ordre du jour appellerait la réponse de M. le ministre de l'information à la question de M. Jean Périérier. Notre collègue n'étant pas en séance, je propose que cette question soit reportée à la fin de l'ordre du jour. (*Assentiment.*)

D'autre part, l'ordre du jour appellerait l'examen de la question de M. Charles Naveau, mais M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur me fait savoir qu'il ne pourra être ici que dans quelques instants. En attendant son arrivée, le Sénat voudra sans doute suspendre sa séance.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à dix heures vingt-cinq minutes, est reprise à dix heures trente minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

RÉPERCUSSIONS DE LA CRÉATION DU NOUVEAU FRANC

M. le président. M. Charles Naveau demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de vouloir bien lui faire connaître :

1° Ce qu'a coûté au Trésor la transformation des anciens francs en francs nouveaux, tant en estampillage que dans la frappe de la nouvelle monnaie ;

2° Ce qu'a rapporté au Trésor cette opération financière ou ce qu'il estime qu'elle lui rapportera dans les mois à venir.

Il lui signale au surplus que dans la population la transposition se fait plus souvent de nouveaux francs en francs anciens plutôt que vice versa comme prévu et que cette opération recherchant plus le prestige que les avantages réels n'a cependant pas empêché la hausse du coût de la vie. (*N° 218.*)

La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur.

M. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur. Monsieur le président, mesdames, messieurs, M. Baumgartner, ministre des finances, empêché, m'a demandé de répondre en son nom à la question de M. Naveau.

Je voudrais tout d'abord remarquer qu'il n'y a pas eu à proprement parler estampillage des billets de banque en circulation, mais impression de séries spéciales de billets comportant en surcharge l'indication de leur valeur en nouveaux francs. Ces billets ont été émis en remplacement des billets usagés. La cadence de ce renouvellement a été cependant un peu plus rapide que la normale. Il en est résulté une charge supplémentaire d'émission qu'il est impossible de chiffrer, mais qui est certainement minime. Cette charge a d'ailleurs été supportée par la Banque et non par le Trésor.

En revanche, la frappe de nouvelles pièces de monnaie métallique avait entraîné à la date du 1^{er} septembre une charge de 116 millions de nouveaux francs pour le Trésor. A cette date, l'Hôtel des Monnaies avait fabriqué 43 millions de nouvelles pièces de cinq francs en argent sur un plafond de 100 millions de pièces, et 267 millions de nouvelles pièces de un nouveau franc en nickel sur un plafond de 500 millions, ces plafonds ayant été fixés par le décret du 22 décembre 1959.

Au cours de la période considérée, l'émission des nouvelles pièces de cinq nouveaux francs a procuré au Trésor une recette de 170 millions de nouveaux francs, d'où un bénéfice net résultant des nouvelles émissions qui peut être évalué à 48 millions de nouveaux francs.

Pour répondre à la dernière observation de l'honorable parlementaire, il est rappelé que la création du nouveau franc avait essentiellement pour objet de consacrer la restauration de notre monnaie, en lui rendant une parité proche des monnaies étrangères les plus solides. Cette mesure, concrétisée par la mise en circulation de nouveaux signes monétaires, n'a jamais été considérée comme pouvant à elle seule assurer la stabilité des prix. En revanche, dans le cadre d'une politique économique d'ensemble, l'utilisation de la nouvelle unité monétaire, lorsqu'elle sera définitivement passée dans les mœurs, doit contribuer à rendre au public une conscience plus précise de la valeur de la monnaie et, par là même, à créer des conditions psychologiques favorables à la stabilité du franc.

On peut d'ores et déjà souligner comme un signe encourageant que, contrairement aux craintes qui ont été exprimées, le passage de l'ancienne à la nouvelle unité monétaire n'a donné lieu, au 1^{er} janvier de cette année, à aucun mouvement sur les prix. Au contraire, il a marqué le passage d'une période où les prix avaient connu une certaine augmentation à la suite des difficultés atmosphériques de l'été dernier à une période de stabilité assez remarquable, puisque l'indice des 250 articles, au cours du premier semestre 1960, s'est retrouvé à la fin du mois de juin exactement au même niveau qu'au 1^{er} janvier.

M. le président. La parole est à M. Naveau.

M. Charles Naveau. Mes chers collègues, je remercie M. le ministre des indications qu'il a bien voulu donner à notre Assemblée au sujet de la nouvelle monnaie. Je dois avouer que ce qui m'a poussé à poser cette question, c'est le résultat de mes propres méditations au cours des vacances parlementaires. Méditations, observations, curiosité d'un paysan aux champs qui pourraient tout aussi bien être également celles de l'homme de la rue ou de tout citoyen normal.

A vrai dire, n'ayant pas de connaissances particulières en matière financière — et peut-être à cause de cela — je n'ai jamais bien compris le sens et la portée de cette mesure de rénovation monétaire qu'a décidée M. Pinay, ministre des finances. De ce fait, citoyen conscient et discipliné, j'attendais une autre réussite, une sorte de miracle de l'initiative de notre grand argentier.

Pour le plus commun des mortels, qu'il soit producteur ou consommateur, la valeur de la monnaie est représentée par la quantité de produits qu'il peut vendre ou acquérir. Le fait de centupler en valeur notre franc n'a rien changé dans le domaine des prix, ni à l'indice du coût de la vie qui continue, malgré les déclarations de M. le ministre, à monter échelon par échelon.

Ainsi donc, ma curiosité sur les frais et les rapports d'une certaine frappe de monnaie peut paraître intempestive à quelques heures d'un débat plus sérieux sur une autre frappe de plus grande importance. (*Sourires.*)

D'ailleurs, cette curiosité était déjà satisfaite en partie avant votre réponse, puisque M. le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Marc Jacquet, nous donnait récemment le coût de la fabrication, par l'hôtel des monnaies, de chacune des pièces devant être mise en circulation. Une pièce de 5 nouveaux francs coûtera 1,75 nouveau franc, celle de 2 nouveaux francs, 1,25 nouveau franc, et l'Etat y trouvera son compte. Par contre, en faisant revivre les centimes, l'Etat perdra de l'argent dans leur fabrication, puisque la pièce de 1 centime coûtera 3,5 centimes, et celle de 2 centimes pas moins de 5 centimes. On ne nous a pas parlé dans ce domaine du déficit de l'Etat. En ce qui concerne donc les principes d'économie sur lesquels avait été basée cette opération monétaire, il ne semble pas que l'Etat lui-même en soit tellement bénéficiaire.

D'autre part, le fait d'avoir remplacé sur la pièce de 1 nouveau franc l'effigie de la IV^e République de la pièce de 100 francs par la « Semeuse » m'avait fait espérer qu'il s'agissait d'un symbole favorable à l'agriculture, mais les faits sont là qui m'indiquent que mon imagination va trop loin.

Ce qui est extrêmement grave, c'est la confusion dans laquelle on se trouve près de deux ans après la mise en route de cette mesure.

Comment nos enfants qui fréquentent l'école primaire peuvent-ils faire des comparaisons entre les données des manuels scolaires d'arithmétique dont ils disposent et les réalités de la vie qu'ils rencontrent s'ils deviennent commissionnaires ? Chaque jour, dans la pratique, des adultes eux-mêmes se trompent et, pour y voir plus clair, ramènent tout en anciens francs. Dans les ventes aux enchères publiques, pour éviter les confusions, notaires, commissaires priseurs font revivre les anciens francs.

Ne me dites pas, monsieur le ministre, que cette mesure sert le prestige de la France ; en tout cas, pas quand les étrangers viennent chez nous !

On me racontait tout récemment qu'un Anglais qui devait régler au restaurant une dépense de 4.050 anciens francs avait aligné quatre billets de 1.000 anciens francs et un billet de 50 nouveaux francs, ce qui faisait une somme de 9.000 anciens francs. Heureusement, un voisin de table lui fit comprendre qu'il se trompait. Espérons que le garçon du restaurant aurait été honnête au point de lui faire exactement son compte. Je crois donc qu'il aurait été prudent de retirer de la circulation les anciens billets conjointement avec l'émission des nouveaux.

Vous me direz, monsieur le ministre, que ce sont là de petits détails de la vie des humbles qui, à la longue, disparaîtront. Mais savez-vous que certains de vos collègues se perdent eux-mêmes dans les chiffres ? M. Triboulet, ministre des anciens combattants, en présentant à la presse les chapitres du futur budget de son département, mélangea les nouveaux et les anciens francs. La présentation des fascicules du projet de loi de

finances pour 1961, tantôt en anciens francs comme dans la première partie des documents comptables et budgétaires concernant la radiodiffusion et la télévision françaises, tantôt en nouveaux francs dans la deuxième partie qui concerne les comptes provisoires jusqu'au mois d'août 1960, oblige ceux qui veulent bien les étudier à une attention plus soutenue et crée parfois même un imbroglio dont il est difficile de sortir.

Comment M. le ministre des finances lui-même peut-il s'y retrouver quand il doit faire l'addition ? N'est-ce pas là un moyen pratique de nous brouiller nous-mêmes avec les chiffres ?

Pour conclure, monsieur le ministre, malgré mon incompetence en la matière, comparée aux grandes connaissances de M. Baumgartner, je persiste à croire qu'il eût été sage de laisser les choses en l'état ou, à défaut, que l'opération eût dû être faite en une seule fois. Pour ma part, je pense que faire du neuf n'est pas toujours raisonnable.

Si l'on veut bien admettre que la situation financière de l'Etat s'améliore, on ne peut nier que c'est au détriment de la Trésorerie et des conditions d'existence des travailleurs, des paysans et des classes moyennes. Pour eux tous comme pour l'Etat, les principes d'économie pris comme mobiles dans la création du nouveau franc n'ont pas donné le résultat espéré. Le coût de la vie continue son ascension, ce qui revient à dire que le nouveau franc, à peine né, a déjà perdu de sa valeur. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

MESURES FISCALES EN FAVEUR DE CERTAINS AGRICULTEURS SINISTRÉS

M. le président. M. Abel Sempé demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques :

1° Quelles mesures il envisage de prendre en faveur des agriculteurs sinistrés qui ne pourront payer leurs impôts à la date prévue ;

2° S'il ne lui serait pas possible de faire reporter au 30 novembre la date limite du paiement de ces impôts dans les départements où domine la production de maïs et de vin, la commercialisation de ces produits ne pouvant être faite avant le 31 octobre, tout au moins en ce qui concerne les départements du Sud-Ouest ;

3° S'il envisage de prendre les mesures qui s'imposent pour dégrever en 1961 les agriculteurs ayant subi des dégâts supérieurs à 25 p. 100 pendant la présente campagne. (N° 227.)

La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur.

M. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur. Il existe des instructions de caractère permanent qui invitent les percepteurs à examiner avec la plus grande bienveillance les demandes de délais supplémentaires de paiement formées par les agriculteurs victimes des circonstances atmosphériques.

Il appartient donc aux agriculteurs sinistrés, qui ne peuvent pas régler leurs impôts dans les délais légaux, de présenter à leur percepteur des demandes exposant leur situation personnelle et précisant les délais qu'ils estiment nécessaires pour s'acquitter de leurs impôts directs.

L'octroi de délais supplémentaires à des contribuables n'a pas pour effet de les exonérer de la majoration de 10 p. 100 qui, aux termes de la loi, est appliquée automatiquement à toutes les cotes non acquittées avant la date légale ; mais les intéressés, dès qu'ils se sont libérés du principal de leur dette dans les conditions fixées par leurs percepteurs, peuvent déposer auprès de ces comptables des demandes en remise de la majoration de 10 p. 100. Ces demandes sont instruites dans un esprit très compréhensif.

Il n'est pas possible à l'administration de modifier par voie de mesure générale, en faveur d'une catégorie particulière de contribuables, les échéances fiscales qui sont fixées par la loi. Il n'est donc pas possible de reporter au 30 novembre 1960, pour les seuls agriculteurs d'une région déterminée, la date limite du paiement des impôts directs.

D'ailleurs, les modalités de commercialisation du maïs et du vin sont analogues en 1960 à celles des années précédentes, mais les agriculteurs qui éprouvent des difficultés de paiement peuvent présenter des demandes de délais dans les mêmes conditions que ceux qui sont victimes des calamités atmosphériques.

En l'état actuel de la législation, les exploitants agricoles qui, par suite de calamités telles que gelée, grêle, inondation, mortalité du bétail ou autres dégâts semblables, ont subi des pertes sur leurs récoltes ou leur cheptel vif peuvent, s'ils sont placés sous le régime du forfait, bénéficier de l'application des diverses mesures que voici :

D'une part, conformément aux dispositions de l'article 64-5 du code général des impôts, l'exploitant peut demander que le bénéfice forfaitaire de son exploitation soit réduit du montant de la perte qu'il a subie, à condition de présenter, soit une attestation du maire de sa commune, en ce qui concerne les sinistres sur les récoltes, soit un certificat dûment établi par le vétérinaire et légalisé par la mairie s'il s'agit de perte de bétail.

D'autre part, si elle présente un caractère général, la perte subie est prise en considération pour la détermination des différents postes du compte-type d'exploitation qui sert de base à la fixation du bénéfice agricole forfaitaire imposable.

Enfin, dans tous les cas, que les pertes soient ou non générales, l'exploitant a la faculté soit, en vertu de l'article 69 du code général des impôts, de dénoncer le forfait et d'y substituer, pour l'ensemble de ses exploitations, le montant du bénéfice réel déterminé sous déduction de la perte réelle qu'il a subie, soit de solliciter la remise ou une modération des cotisations qui lui sont assignées s'il est dans l'impossibilité de les acquitter en tout ou en partie.

L'ensemble de ces mesures paraît donc de nature à sauvegarder intégralement les droits des exploitants agricoles et des éleveurs et il ne semble pas nécessaire d'envisager des dispositions particulières au regard de la situation visée par l'honorable parlementaire.

M. Abel Sempé. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Sempé.

M. Abel Sempé. Mes chers collègues, monsieur le ministre, je ne suis nullement satisfait par votre réponse car elle n'apporte pas d'éléments nouveaux ni d'intentions nouvelles de la part du Gouvernement.

Les raisons qui m'ont amené à vous poser mes questions sont les suivantes. J'avoue qu'elles s'appliquent plus particulièrement à mon département et à certains autres départements du Sud-Ouest.

De nombreux viticulteurs de notre région victimes d'une calamité non reconnue, la flavescence dorée, subissent de 30 à 60 p. 100 de pertes depuis cinq ans. De nombreux agriculteurs supportent depuis des années les conséquences des calamités agricoles, grêle, ouragans et gelées. Des commerçants subissent les conséquences de l'impécuniosité de leurs clients. Les uns et les autres doivent cependant faire face à des charges fiscales plus lourdes par suite de l'effort d'équipement réalisé par le département et les communes.

Il s'agit d'un effort d'équipement qui, chez nous, est supporté dans la proportion de 75 p. 100 par la population rurale. Cet effort d'équipement est justifié et rendu plus nécessaire à la suite, justement, des dégâts constatés à l'occasion des ouragans, des gelées et des inondations que nous avons subies.

Je pourrais vous donner bien des chiffres qui montrent que l'abaissement des revenus coïncide dans nos campagnes avec une majoration croissante des impôts. Je me promets de remettre à M. le ministre des finances une étude très détaillée sur ces problèmes. Je ne citerai aujourd'hui qu'un élément important : l'évolution du montant des créances actives du crédit agricole. Ce montant, dans le Gers, est passé de trois milliards — nous parlons anciens francs, nous parlons de plus en plus surtout en anciens francs — en 1952 à quatorze milliards en 1960. Il a été majoré de près de cinq milliards depuis trois ans. Si l'on admet que l'effort d'équipement des fermes s'est considérablement ralenti depuis 1958, il y a lieu de considérer que cet accroissement de la dette de nos agriculteurs correspond à un appauvrissement réel.

Très nombreux sont ceux qui ont emprunté pour payer leurs impôts. Les réponses que vous avez faites, monsieur le ministre, n'apaiseront pas nos agriculteurs. Ils savent déjà qu'ils peuvent obtenir des délais individuels. Je reconnais que M. le trésorier-payeur général du Gers a envoyé à tous les percepteurs une circulaire qui peut faciliter certainement des agriculteurs, actuellement gênés. Mais ces mesures donnent des possibilités très limitées.

Dans notre région, nos agriculteurs invoquent avec insistance les raisons qui justifieraient un paiement des impôts à une date qui leur donne le temps de réaliser la partie commercialisable de leur production. Nous savons bien qu'on ne peut pas établir une date de paiement pour tous les départements, mais il faut bien que vous admettiez que nous sommes en présence d'une législation qui oblige les viticulteurs et les agriculteurs à conserver bloquée une partie de leur récolte. Certes, ils peuvent mettre une quantité, mais une quantité peu importante, sur le marché, avant le 31 décembre. Ils bradent à n'importe quel prix, surtout chez nous, une première quantité de vin ; ils bradent même avant la récolte une partie de leur maïs. Nous pensons que nous sommes là en présence d'une situation grave, dangereuse, et qui grève d'une façon permanente le revenu global des agriculteurs.

Les demandes de rajustement des feuilles d'impôts devraient également être examinées avec plus d'équité et aussi plus de célérité. Les contribuables victimes des calamités permanentes, comme la flavescence dorée ou des calamités atmosphériques, ne comprennent pas la fin de non-recevoir qui leur est régulièrement opposée. Les uns et les autres se découragent et songent à la révolte. Dans certaines communes où ils sont victimes de la flavescence dorée, notamment depuis cinq ans, et où ils ne récoltent donc plus que des quantités qui corres-

pondent à 50 p. 100 d'une récolte normale, il est déjà question de transporter du vin et des produits alimentaires devant les portes des percepteurs.

Monsieur le ministre, je souhaite, et nombre de mes collègues ruraux souhaitent certainement que les mesures envisagées pour l'avenir prouvent la compréhension de votre administration et son esprit de justice.

La caisse nationale contre les calamités agricoles est toujours promise, mais seulement promise, hélas ! C'est, nous semble-t-il, une raison de plus pour que le ministère des finances et votre administration essayent de comprendre les craintes éprouvées dans nos régions et le véritable devoir de l'Etat envers, surtout, les contribuables ruraux qui courent à leur ruine.

RETRAIT DE L'ORDRE DU JOUR D'UNE QUESTION ORALE

M. le président. Viendrait maintenant la réponse à la question de M. Courrière, n° 228, mais M. Courrière a fait connaître au début de la séance qu'en raison de l'intervention demandée par le Gouvernement il demandait le retrait de sa question de l'ordre du jour de la présente séance.

PROPAGANDE A LA TÉLÉVISION EN FAVEUR DES BOISSONS NATIONALES

M. le président. M. Jean Périquier, considérant que le Gouvernement a le devoir de soutenir d'une façon égale toutes les activités économiques nationales, demande à M. le ministre de l'information les mesures qu'il compte prendre pour permettre à toutes les boissons nationales, et notamment au vin et au jus de raisin, de bénéficier à la télévision de la même publicité dont bénéficient à l'heure actuelle le cidre doux et le jus de pomme. (N° 224.)

La parole est à M. le ministre de l'information.

M. Louis Terrenoire, ministre de l'information. Comme l'a dit très justement M. Périquier, le Gouvernement a le devoir de soutenir d'une façon égale toutes les activités économiques nationales. C'est pourquoi la radiotélévision française prête son concours à diverses actions de propagande lorsque l'intérêt général est reconnu par les ministres intéressés. Il ne lui appartient pas, sous réserve que soient observées les règles de bon sens applicables en telle hypothèse, notamment que soit écartée toute publicité de marque ou de firme, de choisir les activités ou produits qui doivent, en vertu d'un ordre de priorité établi par le Gouvernement, en bénéficier.

Pour répondre à la question de M. Périquier au sujet de la publicité dont bénéficient le cidre doux et le jus de pomme, il importe, premièrement, de préciser que rien ne s'oppose à l'utilisation des antennes de la radiodiffusion-télévision française comme support à une action en faveur de la consommation de boissons non alcoolisées ou à faible teneur d'alcool.

Deuxièmement, la propagande pour les jus de fruits en général et pour le jus de pomme en particulier présente, vous le savez, un intérêt national évident. D'une part, le développement de leur consommation est un facteur de santé publique et de lutte contre l'alcoolisme. D'autre part, sur le plan économique, l'augmentation de la consommation des jus de fruits métropolitains contribue à la solution des problèmes cidricole et vinicole. La reconversion du verger cidricole, en particulier, doit permettre une diminution de la production d'alcool au profit de la consommation du cidre doux et du jus de pomme et, par là-même, une diminution des très lourdes charges qui sont supportées par le service des alcools.

Cela explique que la campagne en faveur du jus de pomme soit financée à concurrence de 90 p. 100 par le ministère des finances, plus précisément par le service des alcools. Dans le cas précis évoqué et dans la mesure où ils se seront mis d'accord avec les organismes qualifiés pour déterminer la politique générale en matière de consommation de boissons de diverses natures, il appartiendra aux représentants qualifiés de la profession de se mettre en rapport avec la direction générale de la R. T. F.

Toutefois, en ce qui concerne plus précisément le jus de raisin, la question posée par M. Périquier peut recevoir une réponse rapide puisqu'il ne s'agit pas d'une boisson alcoolisée. Les représentants de la profession peuvent donc se mettre, dès maintenant et sans autre formalité, en rapport avec la direction générale de la radiodiffusion française.

M. le président. La parole est à M. Périquier.

M. Jean Périquier. Monsieur le ministre, si je me déclarais satisfait de votre réponse, vous ne me croiriez pas vous-même. Par conséquent, je vous dis que votre réponse ne me donne nullement satisfaction. Pourtant, sans attendre de grandes promesses de votre part, j'attendais davantage de votre réponse. En effet, dernièrement, un député de l'Hérault, qui est un de vos amis politiques, vous ayant écrit sur le même sujet, vous commencent par le rassurer en lui faisant remarquer, dans votre réponse, que les émissions émises en faveur de telle ou telle boisson déterminée, ne devaient pas être interprétées par les vignerons comme des émissions « antivin ».

Vous ajoutiez : « Je saisis néanmoins de votre question les services techniques de la radiodiffusion-télévision française et je compte, par un prochain courrier, pouvoir vous donner toutes précisions utiles susceptibles de calmer les inquiétudes de vos compatriotes. »

Alors, monsieur le ministre, je ne sais pas si vous pensez sérieusement que la réponse que vous m'avez faite aura calmé les inquiétudes de nos compatriotes. Vous savez bien que les vignerons ont, en effet, été très surpris lorsqu'ils ont entendu à la radio et ensuite lorsqu'ils ont vu, à la télévision, une publicité faite pour le cidre doux et pour le jus de pomme. Ils ont été surpris parce qu'ils se figuraient que la radio et la télévision ne permettaient pas de publicité. Ils ne vous reprochent pas cette publicité, en faveur de telle ou telle boisson, à la condition, comme je l'ai souligné et comme vous l'avez admis, que toutes les activités économiques qui connaissent des difficultés soient traitées de la même façon.

Il est certain que si le Gouvernement soutient telle ou telle activité économique, il a le devoir de les soutenir toutes. On ne peut admettre, en effet, qu'en matière de boissons il puisse soutenir une boisson déterminée. S'il agit ainsi, qu'il le veuille ou non il prend, d'une façon indirecte, nettement position contre les autres boissons.

On ne comprend pas l'ostracisme qui frappe le vin et le jus de raisin. C'est d'autant plus incompréhensible que le vin est la boisson nationale par excellence. Toutes les campagnes anti-vin qui ont eu lieu l'an passé n'ont pas empêché que ce qu'il est convenu d'appeler la consommation taxée a atteint 48 millions d'hectolitres.

En outre, la production viticole constitue une des activités principales de notre économie nationale. La plupart des produits industriels qui concourent à la production du vin sont fabriqués en France, ce qui évite des importations toujours désastreuses, vous le savez très bien, pour notre balance des comptes. A l'heure présente, même si nos exportations de vin sont réduites à cause de la politique antiviticole qui est suivie par le Gouvernement, il n'en reste pas moins vrai que nos exportations de vin font rentrer des devises précieuses dont nous avons tellement besoin.

Enfin, les viticulteurs autant que les cidriculteurs connaissent des difficultés extrêmement grandes. C'est pour toutes ces raisons que je ne comprends pas l'ostracisme qui frappe continuellement le vin. A la vérité, quand je dis que je ne comprends pas, c'est une façon de parler. Vous avez indiqué dans votre réponse, d'une façon non déguisée, qu'on ne veut pas faire de la publicité pour le vin en vertu de cette campagne ridicule de lutte contre l'alcoolisme.

Ne me faites pas dire ce que je ne veux pas dire. Je ne dis pas que la lutte contre l'alcoolisme est ridicule. Je dis que la forme de la campagne menée contre l'alcoolisme l'est, ce qui est tout à fait différent.

Déjà l'argument de lutte contre l'alcoolisme ne peut pas jouer pour le jus de raisin. Au contraire. J'entends bien que vous m'avez signalé qu'il appartenait aux intéressés, aux organisations professionnelles de prendre contact avec la direction de la radiodiffusion et télévision française pour obtenir une publicité en faveur du jus de raisin. Je prends acte de votre déclaration et je pense qu'elle sera suivie d'effet. En tout cas, je tiens à vous signaler que même pour lutter contre l'alcoolisme, il y a intérêt à faire une publicité très importante pour le jus de raisin, dont la consommation va toujours en augmentant. Je dirais presque que c'est l'intérêt du Gouvernement. Vous vous êtes plaint que la transformation éventuelle de certaines boissons en alcool coûtait cher à la région des alcools et, par conséquent, grevait le budget de l'Etat. Eh bien ! c'est une raison de plus pour faire de la publicité en faveur du jus de raisin.

Vous savez très bien les difficultés que, chaque année, les vignerons éprouvent pour l'assainissement du marché viticole. Chaque fois le Gouvernement est obligé d'intervenir, ce qui, bien entendu, pèse sur le budget de l'Etat. Par conséquent, le Gouvernement a le plus grand intérêt à trouver des débouchés nouveaux en produits de la vigne. Or, il y en a un qui est déjà tout trouvé : c'est celui du jus de raisin, dont la consommation va toujours en augmentant. Et demain ce débouché peut devenir beaucoup plus important s'il bénéficie de la publicité de la radio et de la télévision. J'insiste donc pour que sur ce point, au moins, vous teniez votre promesse.

M. le ministre. Elle sera tenue.

M. Jean Périé. En ce qui concerne le vin, je veux bien admettre que c'est une autre question, mais vous me permettez, monsieur le ministre, de penser qu'il y avait justement une publicité intelligente à faire qui aurait concilié à la fois les

intérêts économiques des vignerons et les intérêts de la santé morale de notre pays. Il s'agissait simplement de rappeler que le vin était la boisson nationale par excellence et qu'il contient, comme l'a souvent dit ici même notre collègue M. le professeur Portmann, des éléments vivants pouvant être utiles à la santé, mais en ajoutant, bien entendu, qu'il fallait que ce produit alcoolisé fût consommé en quantité raisonnable.

Les vignerons n'ont jamais demandé autre chose. Vous pouvez être assuré que, malgré tout le désir qu'ils ont d'écouler leur production, ils n'ont jamais demandé que l'on transforme notre pays en un pays d'ivrognes. Ils avaient demandé même à être associés à la lutte contre l'alcoolisme. On n'avait qu'à les prendre au mot ; on aurait bien vu, éventuellement, ce qu'ils proposaient.

La vérité, c'est qu'on ne veut rien entendre, c'est que l'on veut méconnaître à tout prix les difficultés qu'éprouvent les vignerons parce que, justement, on pense que par ce moyen on les amènera petit à petit à faire de la reconversion, ainsi d'ailleurs que vous y avez fait allusion dans votre réponse.

Eh bien ! monsieur le ministre, je ne sais pas si je vous aurai convaincu de l'erreur que commet le Gouvernement en frappant en quelque sorte de véritables sanctions les vignerons qui sont, pourtant — je me permets de vous le rappeler — au même titre que les cidriculteurs ou que les producteurs de houblon, des contribuables et qui paient au même titre que ces producteurs, leur taxe radiophonique ou bien leur taxe de télévision. Je doute fort de vous avoir convaincu parce que c'est un fait que, depuis deux ans, depuis qu'existe votre gouvernement, on constate une continuité de la politique antiviticole.

Mais je souhaite me tromper, monsieur le ministre, et je ne désespère pas. Peut-être un jour verrons-nous à la télévision une belle vigneronne nous expliquer que le vin possède certaines qualités à condition qu'il soit consommé en quantité raisonnable. Soyez persuadé que si ce jour-là arrive, tous les vignerons se réjouiront et qu'ils ne manqueront pas de lever leur verre à votre santé. (Applaudissements.)

M. le président. Nous en avons terminé avec les questions orales sans débat et avec notre ordre du jour.

— 4 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. André Maroselli un rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, après déclaration d'urgence (n° 20, 1960-1961).

Le rapport sera imprimé sous le n° 30 et distribué.

— 5 —

DEPOT D'UN AVIS

M. le président. J'ai reçu de M. Vincent Rotinat un avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la constitution, après déclaration d'urgence.

L'avis sera imprimé sous le n° 31 et distribué.

— 6 —

REGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel pourrait être l'ordre du jour de la deuxième séance publique de ce jour, précédemment fixée à quinze heures :

Discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, après déclaration d'urgence. [N° 20 et 30 (1960-1961)]. — M. André Maroselli, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation ; n° 31 (1960-1961), avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — M. Vincent Rotinat, président de la commission.]

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à onze heures dix minutes.)

Le Directeur du service de la sténographie du Sénat,
HENRY FLEURY.